

Courte  
de  
Han-  
dels  
loh

21237-8

Courte de Mandelberg le 21 Mars 1745

Monsieur le Chercheur!

Dans l'entretien que j'eus l'honneur d'avoir avec Vous, Monsieur le Chercheur, nous sommes convenus, que les ressources du Roïaume de Wurtemberg ne sont pas assez abondantes, pour faire face aux besoins présents. Après vingt ans de guerre, dont les traces ne s'effacent pas facilement, et après deux campagnes malheureuses, dans lesquelles l'armée de Sa Majesté le Roi mon Maître, en partageant le sort des armes françoises, a été anéantie deux fois, Sa Majesté doit fournir aux armées alliées, et entretenir un corps de 12000 hommes. Ses frontières doivent être défendues par 16 Bataillons d'infanterie et 1200 chevaux. En même temps des Requisitions qui passent la valeur de deux Millions et demi de florins d'Allemagne sont frappées sur le pays par les Souverains alliés. D'ailleurs le Corps d'armée Russe sous les ordres du G<sup>te</sup> de Wittgenstein, et 13 Régiments de Cavallerie Autrichienne ont pris des cantonnemens dans le Roïaume, et c'est Monsieur

Sous vos yeux, que l'Armée Russe, commandée par le Général Barclai  
de Tolly passe d'une extrémité du Royaume à l'autre.

Je n'ai pas besoin, Monseigneur le Chevalier de Vous observer qu'un  
pays, dont la population ne passe pas 1,400,000 âmes ne peut  
point supporter ces charges sans risque d'être écrasé en bien peu  
de temps. L'économie et l'ordre que Sa Majesté le Roi mon  
Maître a mis dans l'Administration de Ses finances, sont très  
grands, puis que pendant tout le temps de son Règne, Elle n'a  
jamais eu recours aux emprunts: mais il est impossible qu'ils  
suffisent pour fournir aux dépenses aussi énormes que multipliées.  
Quelque grands qu'aient été jusqu'ici les orages qui frappoient  
le pays de Wurtemberg, la Sagesse de Sa Majesté le Roi mon  
Maître a su faire toujours le vaisseau de l'état; mais  
dans ce moment-ci les circonstances sont si critiques que rien  
que le souvenir de ce que l'Angleterre a fait pour le pays  
de Wurtemberg peut lui donner quelque lueur d'espérance.  
La Nation Angloise est généreuse quand il s'agit de s'opposer  
à un principe destructeur de tout pacte social, et les  
rapports de famille entre Sa Majesté le Roi mon Maître et  
son Allié loial le Prince-Régent de l'Angleterre sont un  
sur garant qu'il voudra bien mettre des secours à une

famille, qui a tout de titres à son Amitié'. Si donc l'Angleterre  
 vouloit prendre des engagements analogues à ceux de l'année 1800  
 elle sauveroit le pays d'une destruction, dont il ne pourroit pas  
 se relever de si tôt, et s'attacheroit un Souverain qui dans tout  
 temps a suivi les mêmes principes de justice et de loyauté qui  
 caractérisent le gouvernement Anglois. En 1800 les Subsidés  
 d'un an, payés pour la levée et l'entretien d'un corps de 5000 hommes,  
 qui pendant la campagne reçurent une augmentation de 3000 hommes,  
 passèrent la somme de 200,000 livres Sterling. Aujourd'hui il  
 s'agit d'un corps de 15,000 hommes et les prix des armes et des  
 chevaux ont considérablement augmentés. Si donc l'Angleterre  
 vouloit accorder un Subside de 25,000 livres Sterling par mois,  
 le Roi n'en auroit pas les mêmes avantages que l'année 1800,  
 mais, pénétré de la vérité que dans ce moment il faut faire  
 les plus grands sacrifices pour la cause commune, il se conten-  
 teroit d'un Secours qui lui donneroit les moyens de remplir  
 tous ses engagements. J'ajoute encore une observation.  
 Si le numéraire est aussi rare en Angleterre que sur le Continent,  
 il y auroit peut-être moyen d'acquiescer cette somme en denrées  
 coloniales. Le Sucre, le Café, l'Indigo et les feuilles de Tabac  
 de Virginie sont des objets d'une telle nécessité pour le pays

que le Roi mon Maître n'ajusteroit point de les accepter en  
payement, à condition toutefois que leurs prix seroient fixés  
par le Gouvernement Anglois de manière à pouvoir soutenir  
la concurrence avec ceux des négocians du pays.

En Vous présentant Monsieur le Chevalier ces observations  
j'ose me flatter qu'elles front appréciées par Vous comme elles  
le méritent. Mon attachement pour le Roi mon Maître, et  
la connoissance que j'ai des ressorts du pays me les ont dictés,  
et Vos lumières sont trop étendues pour ne pas en sentir la  
justesse. J'ai donc l'espérance que Vous saurez les faire  
valoir auprès de Votre cour. L'objet de cette négociation  
mérite Votre sollicitude particulière, car Vous sentirez tout  
l'intérêt que doit Vous inspirer l'idée d'obliger un Souverain  
dont les lumières et la sagesse sont si généralement reconnues.

J'ai l'honneur d'être avec la considération la plus  
distinguée

Monsieur le Chevalier

Comte Mandelslof

13. Dec. 1813.

à Aulgard  
le 13 Dec. 1813.

Votre très-humble et très-obéissant serviteur  
le Cte de Mandelslof  
Ministre des finances de S. M. le Roi de  
Wurtemberg